C-17

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46 Elizabeth II, 1997 Première session, trente-sixième législature, 46 Elizabeth II, 1997

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-17

PROJET DE LOI C-17

An Act to amend the Telecommunications Act and the Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act	Loi modifiant la Loi sur les télécommunications et la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada
First reading, October 30, 1997	Première lecture le 30 octobre 1997

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Telecommunications Act and the Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act".

SUMMARY

This enactment amends the *Telecommunications Act* and the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act* in order to implement Canada's obligations to liberalize basic international telecommunications services under the Fourth Protocol to the General Agreement on Trade in Services. Consistent with these obligations, the amendments to the *Telecommunications Act*

- (a) authorize the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission to establish a licensing regime for telecommunications service providers and to administer telecommunications numbering resources and other activities related to telecommunications; and
- (b) augment the existing regime for the certification and inspection of telecommunications equipment in Canada.

Amendments to the *Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act* repeal provisions that are inconsistent with the termination of Teleglobe Canada Inc.'s monopoly in the provision of facilities for telecommunications services between Canada and overseas.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur les télécommunications et la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les télécommunications* et la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada* afin de mettre en oeuvre les obligations du Canada en matière de libéralisation des services de télécommunication internationale de base prévues par le Quatrième protocole annexé à l'Accord général sur le commerce des services. Conformément à ces obligations, les modifications visent :

- a) d'une part, à permettre au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes de mettre en place un régime de licences pour les fournisseurs de services de télécommunication et de gérer les ressources de numérotage et d'autres activités liées aux télécommunications:
- b) d'autre part, à améliorer le régime de certification et d'inspection des appareils de télécommunication existant au Canada.

Les modifications de la *Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada* abrogent les dispositions qui sont incompatibles avec la fin du monopole de Téléglobe Canada en ce qui a trait à la fourniture d'installations destinées aux services de télécommunication transocéanique.

1st Session, 36th Parliament, 46 Elizabeth II, 1997

1^{ère} session, 36^e législature, 46 Elizabeth II, 1997

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-17

PROJET DE LOI C-17

An Act to amend the Telecommunications Act and the Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act

Loi modifiant la Loi sur les télécommunications et la Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1993, c. 38; 1995, c. 1

"telecommu-

(fournisseur

de services de

télécommu-

nication »

nications

provider"

service

TELECOMMUNICATIONS ACT

LOI SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

1993, ch. 38;

1. Subsection 2(1) of the Telecommunicaing in alphabetical order:

"telecommunications service provider" means a person who provides basic telecommunications services, including by exempt transmission apparatus; 10

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur les tions Act is amended by adding the follow- 5 télécommunications est modifié par adjonc- 5 tion, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

> « fournisseur de services de télécommunication » La personne qui fournit des services de télécommunication de base, y compris 10 au moyen d'un appareil de transmission exclu.

« fournisseur de services de télécommunication » 'telecommunications service provider

Exclusion

2. Section 16 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

Exemption

- (5) Subsections (1), (2) and (4) do not apply in respect of the ownership or operation of
 - (a) international submarine cables; or
 - (b) earth stations that provide telecommunications services by means of satellites.
- 3. The Act is amended by adding the following after section 16:

2. L'article 16 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit:

(5) Les paragraphes (1), (2) et (4) ne s'appliquent pas en ce qui touche la propriété ou l'exploitation tant des câbles sous-marins internationaux que des stations terriennes qui assurent des services de télécommunication 20 par satellites.

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

Telecommunications Service Providers' Licences

16.1 (1) No telecommunications service

provider that is of a class specified by the

Commission shall provide telecommunica-

tions services except in accordance with a

(2) No telecommunications service provid-

er shall, except in accordance with a telecom-

munications service licence, provide telecom-

munications services that are within a class of

telecommunications services specified by the 10

16.2 An application for the issuance, re-

newal or amendment of a telecommunications

service licence must be made in the form and manner and with the information specified by 15

the Commission, and be accompanied by the

16.3 (1) The Commission may, on applica-

(a) establish licence conditions in respect of

classes of telecommunications service pro-

viders or classes of telecommunications

(b) include in a licence conditions that are

related to the circumstances of the licensee

and that the Commission considers ap-

any interested person or on its own motion,

(4) The term of a licence may not exceed ten

(5) A licence may be renewed on applica-35

amend any conditions of a licence.

years on its issuance or renewal.

tion by the licensee.

(3) The Commission may, on application by 30

tion, issue a telecommunications service li-

fee prescribed under subsection 68(1).

(2) The Commission may

services: and

propriate.

telecommunications service licence.

Commission.

cence.

Licence required classes of telecommunications service providers

Licence required classes of service

Application

Issuance of licences

Conditions

Amendment

Term

Renewal

Transfer

(6) A licence is not transferable except with

the consent of the Commission.

Licences de services de télécommunication

16.1 (1) Les fournisseurs de services de télécommunication, quand ils appartiennent aux catégories précisées par le Conseil, ne peuvent exercer leur activité sans une licence de services de télécommunication.

Licence obligatoire fournisseurs de services de télécommunication

(2) Les fournisseurs de services de télécommunication ne peuvent fournir les services de télécommunication d'une catégorie précisée par le Conseil, sauf en conformité avec une licence de services de télécommunication. 10

Licence obligatoire services de télécommunication

16.2 Les demandes d'attribution, de renouvellement ou de modification d'une licence de services de télécommunication se font selon les modalités prévues par le Conseil et doivent être accompagnées des renseignements exigés 15 par celui-ci ainsi que du paiement des droits fixés aux termes du paragraphe 68(1).

Demandes

16.3 (1) Le Conseil peut attribuer une licence de services de télécommunication sur 20 demande. 20

Attribution

(2) Il peut:

25

Conditions

- a) prévoir des conditions de la licence pour une catégorie de fournisseurs de services de télécommunication ou une catégorie de services de télécommunication: 25
- b) assortir toute licence des conditions liées à la situation du titulaire qu'il estime indiquées.
- (3) Les conditions peuvent être modifiées soit sur demande d'un intéressé, soit de la 30 propre initiative du Conseil.

Période de

validité

Modification

(4) La période de validité de la licence délivrée ou renouvelée ne peut excéder dix

(6) Sauf sur consentement du Conseil, la licence n'est pas transférable.

Incessibilité

du titulaire.

(5) Le renouvellement se fait sur demande 35 Renouvelle-

Suspension and revocation of telecommunications service licences **16.4** (1) The Commission may suspend or revoke a telecommunications service licence whenever the Commission believes on reasonable grounds that the licensee has contravened this Act, the regulations or any condition of the licence, but the licensee must first be given notice in writing of the reasons for the suspension or revocation and a reasonable opportunity to make representations to the Commission.

16.4 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire que le titulaire d'une licence de services de télécommunication a contrevenu à la présente loi, à ses règlements ou aux conditions de la licence, le Conseil peut suspendre 5 ou révoquer celle-ci après, d'une part, avoir donné au titulaire un avis écrit motivant la prise de cette mesure et, d'autre part, lui avoir accordé la possibilité de présenter ses observations.

Suspension et révocation de licences

Consent of licensee

(2) The Commission may suspend or revoke a licence with the consent of, or on application by, the licensee.

(2) Il peut en outre suspendre ou révoquer la licence sur demande du titulaire ou avec son consentement. Consentement du titulaire

4. Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:

Issuance of licences

19. (1) The Minister may, on application, issue an international submarine cable licence to a person who is eligible under the regulations to hold the licence.

4. Le paragraphe 19(1) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit : 15

19. (1) Le ministre peut attribuer une licence de câble sous-marin international à toute personne admissible en vertu des règlements.

Attribution

5. Paragraph 22(2)(c) of the Act is re-20 placed by the following:

(c) prescribing classes of international submarine cable licences and determining the persons eligible to hold licences of any particular class; 25

5. L'alinéa 22(2)c) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

c) établir les catégories de licences de câble sous-marin international et déterminer les personnes pouvant être titulaires de telles licences;

6. The Act is amended by adding the following after section 46:

Telecommunications Numbering and Other Activities

6. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46, de ce qui suit :

Ressources en matière de numérotage et autres activités

Administration by Commission

46.1 (1) The Commission may administer

- (a) numbering resources used in the functioning of telecommunications networks, 30 including the portion of the North American Numbering Plan resources that relates to Canadian telecommunications networks; and
- (b) any other activities that the Governor in 35 Council may prescribe that are related to the provision of telecommunications services by Canadian carriers.

46.1 (1) Le Conseil peut gérer :

Attributions du Conseil

- a) les ressources en matière de numérotage servant à l'exploitation des réseaux de 30 télécommunication, y compris la partie du Plan de numérotage nord-américain afférente aux réseaux de télécommunication canadiens;
- b) toutes autres activités liées à la fournitu-35 re, par une entreprise canadienne, de services de télécommunication désignés par règlement du gouverneur en conseil.

Orders

(2) The Commission may determine any matter and make any order with respect to

(a) the numbering resources described in paragraph (1)(a); and

(2) Il peut trancher toute question et rendre toute ordonnance en ce qui touche les ressour-40 ces en matière de numérotage et les activités visées au paragraphe (1).

Ordonnances

(b) any activities prescribed under paragraph (1)(b).

Delegation of powers

46.2 (1) The Commission may, in writing and on specified terms, delegate any of its powers under section 46.1 to any person, including any body created by the Commission for that purpose.

Decision of delegate

(2) For the purposes of sections 62 and 63, a decision of a delegate is deemed to be a decision of the Commission.

Decision of Commission

(3) For greater certainty, a delegation of powers is a decision of the Commission.

Revocation of delegation

(4) The Commission may, in writing, revoke a delegation of powers. A revocation is deemed not to be a decision of the Commis-15 sion.

Regulations

46.3 The Governor in Council may make regulations prescribing activities for the purposes of paragraph 46.1(1)(b).

Rates

46.4 (1) Subject to subsection (2), a dele- 20 gate may charge rates for exercising delegated powers.

Regulation of rates

(2) The Commission may regulate the rates charged by a delegate, whether by requiring pre-approval of the rates or otherwise.

Financial Administration Act does not apply

(3) Notwithstanding the Financial Administration Act, money collected by a delegate is deemed not to be public money.

Regulation of conditions

46.5 (1) The Commission may regulate the manner in which any person provides services 30 de fourniture de services en matière de relating to numbering resources or engages in any activities prescribed under paragraph 46.3.

Regulation of rates

(2) The Commission may regulate the rates, whether by requiring pre-approval of the rates 35 or otherwise, charged by a person referred to in subsection (1).

46.2 (1) Le Conseil peut, par écrit et aux conditions qu'il précise, déléguer à toute personne qu'il désigne, y compris tout organisme qu'il crée à cette fin, tout pouvoir que lui confère l'article 46.1.

Délégation

(2) Pour l'application des articles 62 et 63, toute décision du délégataire est réputée être une décision du Conseil.

Décision du délégataire

(3) Il est entendu que la délégation de pouvoir constitue une décision du Conseil.

Décision du Conseil

(4) Le Conseil peut, par écrit, révoquer la délégation; la révocation est réputée ne pas constituer une décision.

Révocation

46.3 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements déterminant les activités que 15 peut gérer le Conseil aux termes de l'alinéa

Règlements

46.4 (1) Le délégataire peut imposer des tarifs pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont délégués.

46.1(1)*b*).

Tarifs

20

(2) Le Conseil peut régir les tarifs imposés par le délégataire, notamment en les subordonnant à son approbation préalable.

Approbation préalable

(3) Malgré la Loi sur la gestion des finances publiques, les sommes perçues par le déléga-25 perçues taire sont réputées ne pas être des fonds publics.

Propriété des

46.5 (1) Le Conseil peut régir les modalités numérotage ou d'exercice des activités dési-30 gnées aux termes de l'article 46.3.

Modalités de fourniture des services

(2) Il peut en outre régir les tarifs imposés par toute personne qui fournit de tels services, notamment en les subordonnant à son approbation préalable. 35

Approbation préalable

20

Contribution

Contribution to fund

46.6 (1) The Commission may require any telecommunications service provider to contribute, subject to any conditions that the Commission may set, to a fund to support continuing access by Canadians to basic telecommunications services.

Designation administrator

Regulation of administration and rates

- (2) The Commission must designate a person to administer the fund.
 - (3) The Commission may regulate
 - administers the fund: and
 - (b) the rates, whether by requiring pre-approval of the rates or otherwise, charged by the administrator for administering the fund. 15

7. Subsection 67(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

- (b.1) prescribing classes of telecommunications service licences;
- (b.2) requiring telecommunications service licensees to publish their licences or otherwise make them available for public inspection:
- 8. The Act is amended by adding the 25 following after section 69:

PART IV.1

TELECOMMUNICATIONS APPARATUS

Application

Application

- 69.1 This Part applies to telecommunications apparatus that can be
 - (a) connected to telecommunications networks of Canadian carriers; and
 - (b) used by a telecommunications service subscriber at their premises.

- 46.6 (1) Le Conseil peut enjoindre à un fournisseur de services de télécommunication de contribuer, aux conditions qu'il détermine, à un fonds établi pour favoriser l'offre continue de services de télécommunication aux 5 Canadiens.
 - (2) Il désigne le gestionnaire du fonds.

Gestionnaire

(3) Il peut régir les tarifs imposés par le (a) the manner in which the administrator 10 gestionnaire pour la gestion du fonds, notamment en les subordonnant à son approbation 10 préalable, ainsi que toute question afférente.

Pouvoirs du Conseil

- 7. Le paragraphe 67(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit:
 - b.1) établir les catégories de licences de 15 services de télécommunication;
 - b.2) exiger des titulaires de licences la publication ou la mise à la disposition du public de celles-ci;
- 8. La même loi est modifiée par adjonc-20 tion, après l'article 69, de ce qui suit :

PARTIE IV.1

APPAREILS DE TÉLÉCOMMUNICATION

Application

69.1 La présente partie s'applique aux appareils de télécommunication pouvant être reliés à un réseau de télécommunication d'une entreprise canadienne et utilisés dans les 25 locaux d'un abonné d'un service de télécommunication.

Application

Prohibitions

Technical acceptance certificate **69.2** (1) No person shall distribute, lease, offer for sale, sell or import any telecommunications apparatus for which a technical acceptance certificate is required under this Act, otherwise than in accordance with such a certificate.

Specifications and markings

(2) No person shall distribute, lease, offer for sale, sell or import any telecommunications apparatus for which technical specifications or markings are required under para-10 graph 69.4(1)(*a*), unless the apparatus complies with those requirements.

Minister's Powers

Minister's powers

- **69.3** (1) Subject to any regulations made under section 69.4, the Minister may, taking into account all matters that the Minister 15 considers relevant to further the Canadian telecommunications policy objectives,
 - (a) issue technical acceptance certificates in respect of telecommunications apparatus and fix the duration and conditions of any 20 such certificate;
 - (b) change the duration and amend the conditions of certificates;
 - (c) make available to the public any information set out in certificates; 25
 - (d) establish technical specifications and markings in relation to telecommunications apparatus or any class of telecommunications apparatus;
 - (e) test telecommunications apparatus for 30 compliance with technical specifications and markings required under this Part;
 - (f) require holders of, and applicants for, certificates to disclose to the Minister any information that the Minister considers 35 appropriate respecting the present and proposed use of the telecommunications apparatus in question;
 - (g) require holders of certificates to inform the Minister of any material changes in 40 information disclosed under paragraph (f);

Interdictions

69.2 (1) Il est interdit de distribuer, louer, mettre en vente, vendre ou importer tout appareil de télécommunication pour lequel un certificat d'approbation technique est exigé au titre de la présente loi, si ce n'est en conformi- 5 té avec celui-ci.

Certificat d'approbation technique

(2) Il est interdit de se livrer aux mêmes activités à l'égard de tout appareil de télécommunication qui ne respecte pas les spécifications techniques ou les normes de marquage 10 qui lui sont imposées en application de l'alinéa 69.4(1)a).

Normes

Pouvoirs ministériels

69.3 (1) Sous réserve de tout règlement pris en application de l'article 69.4, le ministre peut, compte tenu des questions qu'il juge 15 pertinentes afin d'assurer la mise en oeuvre de la politique canadienne de télécommunication :

Pouvoirs ministériels

- *a*) délivrer, en les assortissant éventuellement de conditions, des certificats d'appro-20 bation technique à l'égard des appareils de télécommunication et en fixer la durée:
- b) modifier les conditions ou la durée de tels certificats:
- c) mettre à la disposition du public tout 25 renseignement y figurant;
- d) fixer les spécifications techniques et les normes de marquage applicables aux appareils de télécommunication ou à toute catégorie de ceux-ci; 30
- e) procéder à l'essai d'appareils de télécommunication pour s'assurer de leur conformité aux spécifications techniques ou aux normes de marquage fixées sous le régime de la présente partie;

 35
- f) exiger que les demandeurs et les titulaires de licences lui communiquent tout renseignement qu'il estime indiqué concernant l'utilisation présente et future de l'appareil de télécommunication; 40
- g) exiger que ces titulaires l'informent de toute modification importante des renseignements ainsi communiqués;

- (h) appoint inspectors for the purposes of this Part; and
- (i) do any other thing necessary for the effective administration of this Part.

Delegation of powers

(2) The Minister may authorize any person 5 to perform such powers on behalf of the Minister under paragraph (1)(a) as the Minister may determine and subject to the conditions that the Minister may fix.

Suspension or revocation of certificate

- (3) The Minister may suspend or revoke a 10 certificate
 - (a) with the consent of the holder of the certificate:
 - (b) after giving written notice to the holder and giving the holder a reasonable opportu- 15 nity to make representations to the Minister with respect to the notice, if the Minister is satisfied that
 - (i) the holder has contravened this Part, the regulations or the conditions of the 20 certificate, or
 - (ii) the certificate was obtained through misrepresentation; or
 - (c) on giving written notice of suspension or revocation to the holder, without having to 25 give the holder an opportunity to make representations to the Minister with respect to the notice, if the holder has failed to comply with a request to pay fees or interest 30 due.

Powers of Governor in Council and Others

Regulations

- **69.4** (1) The Governor in Council may make regulations
 - (a) respecting requirements for technical specifications and markings in relation to telecommunications apparatus or any class 35 of telecommunications apparatus;
 - (b) prescribing telecommunications apparatus, or classes of telecommunications apparatus, in respect of which a technical acceptance certificate is required; 40

- h) nommer les inspecteurs pour l'application de la présente partie;
- i) prendre toute autre mesure nécessaire pour l'application efficace de la présente

(2) Le ministre peut autoriser toute personne à exercer, en son nom et aux conditions qu'il fixe, les pouvoirs que lui confère l'alinéa (1)a) qu'il détermine.

Délégation

5

- (3) Le ministre peut suspendre ou annuler le 10 Suspension certificat dans l'un ou l'autre des cas suivants:
 - ou annulation
 - a) il a le consentement du titulaire:
 - b) il est convaincu, après avoir donné au titulaire un avis écrit et la possibilité de lui 15 présenter ses observations à cet égard :
 - (i) soit que celui-ci a enfreint la présente partie, ses règlements d'application ou les conditions du certificat.
 - (ii) soit que le certificat a été obtenu sous 20 de fausses représentations;
 - c) il donne un avis écrit de suspension ou d'annulation au titulaire, mais sans nécessairement lui accorder la possibilité de lui présenter ses observations, lorsque celui-ci25 n'a pas satisfait à une demande de paiement des droits ou intérêts dus.

Pouvoirs du gouverneur en conseil et autres

69.4 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) prévoir les spécifications techniques et 30 les normes de marquage applicables aux appareils de télécommunication ou à toute catégorie de ceux-ci;
- b) préciser ceux d'entre eux ou les catégories — qui sont assujettis au certifi-35 cat d'approbation technique;
- c) régir l'inspection, l'essai et l'approbation des appareils de télécommunication en vue de la délivrance des certificats;

- (c) respecting the inspection, testing and approval of telecommunications apparatus in relation to technical acceptance certifi-
- (d) prescribing the form of technical accep- 5 tance certificates or markings, or any class of certificates or markings;
- (e) prescribing the procedure governing applications for technical acceptance certificates, or any class of certificates, and the 10 issuing of certificates by the Minister;
- (f) prescribing the conditions of technical acceptance certificates, including conditions as to the services that may be provided by the holder of a certificate; 15
- (g) prescribing the eligibility and qualifications of persons who may be appointed as inspectors, and the duties of inspectors;
- (h) for giving effect to international agreements, conventions or treaties respecting 20 telecommunications apparatus to which Canada is a party;
- (i) prescribing fees for technical acceptance certificates, applications for certificates and examinations or testing in relation to 25 certificates, and respecting interest payable on unpaid fees;
- (j) prescribing anything that by this Part is to be prescribed; and
- (k) generally for carrying out the purposes 30 and provisions of this Part.
- (2) For greater certainty, a regulation made under subsection (1) incorporating by reference a classification, standard, procedure or other specification may incorporate the classi-35 fication, standard, procedure or specification as amended from time to time.

Powers of inspectors

Incorporation

- 69.5 (1) Subject to subsection (2), an paragraph inspector appointed under purpose of enforcing this Part,
 - (a) enter any place of business that the inspector believes on reasonable grounds is being used to distribute, lease, offer for sale, sell or import any telecommunications 45 apparatus referred to in section 69.2;

- d) fixer la forme de ceux-ci et des marquages ou de leurs catégories;
- e) préciser la procédure de demande des certificats ou de toute catégorie de ceux-ci, ainsi que de délivrance des certificats par le 5 ministre;
- f) fixer les conditions des certificats, notamment celles qui concernent les services pouvant être fournis par leur titulaire;
- g) préciser les fonctions des inspecteurs et 10 les qualités requises des personnes pouvant le devenir, et régir leur admissibilité au poste;
- h) donner effet aux accords, conventions ou traités internationaux sur les appareils de 15 télécommunication auxquels le Canada est
- i) fixer les droits à payer et les intérêts afférents à ceux-ci — pour les demandes de certificats d'approbation technique, les 20 examens ou les essais nécessaires en vue de leur délivrance:
- j) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie;
- k) prendre toute autre mesure d'application 25 de la présente partie.
- (2) Il est entendu qu'il peut être précisé, dans le règlement d'application du paragraphe (1) qui incorpore par renvoi des spécifications — classifications, normes ou modali-30 tés —, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.

Pouvoirs des inspecteurs

Incorporation

- **69.5** (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'inspecteur nommé au titre de l'alinéa 69.3(1)(h) may, at any reasonable time, for the 40 (69.3(1)h) peut, à toute heure convenable, pour 35 l'application de la présente partie :
 - a) pénétrer dans tout lieu d'affaires s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y fait la distribution, la location, la mise en vente, la vente ou l'importation d'appareils de télé-40 communication visés à l'article 69.2;

- (b) examine any telecommunications apparatus found in a place referred to in paragraph (a); and
- (c) examine any logs, books, reports, test data, records, shipping bills, bills of lading 5 or other documents or papers found in a place referred to in paragraph (a) that the inspector believes on reasonable grounds contain information relevant to the enforcement of this Part, and make copies of, or 10 take extracts from, them.

Assistance to inspectors

(2) The owner or person in charge of a place entered by an inspector shall give the inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties 15 under this Part, and shall give the inspector any information that the inspector reasonably requests.

Obstruction, information

- (3) When an inspector is carrying out duties under this Part, no person shall 20
 - (a) resist or wilfully obstruct the inspector;
 - (b) knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to the inspector. 25

9. (1) The portion of subsection 73(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Offences

- **73.** (1) Every person who contravenes subsection 16(4) or 16.1(1) or (2) or section 17 30 phes 16(4) ou 16.1(1) ou (2) ou à l'article 17 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable
- (2) Paragraph 73(2)(a) of the Act is replaced by the following:
 - (a) contravenes section 25, subsection 35 27(1) or (2) or section 69.2,
- (3) Paragraph 73(2)(d) of the Act is replaced by the following:
 - (d) knowingly makes a material misrepresentation of fact or omits to state a material 40 fact to the Minister, the Commission, a person appointed under section 70 or an inspector appointed under paragraph 69.3(1)(h) or section 71

- b) examiner tout appareil de télécommunication trouvé sur les lieux;
- c) procéder à l'examen et à la reproduction totale ou partielle des documents ou pièces — notamment livres, rapports, résultats 5 d'essai ou d'analyse, dossiers, bordereaux d'expédition et connaissements — trouvés sur les lieux et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements utiles à l'application de 10 la présente partie.
- (2) Le propriétaire ou responsable du lieu visé est tenu de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements 15 qu'il peut valablement exiger.

Assistance à l'inspecteur

Entrave et

fausses déclarations

(3) Il est interdit:

a) d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur dans l'exercice de ses fonctions;

- b) de lui faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.
- 9. (1) Le passage du paragraphe 73(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 25

73. (1) Quiconque contrevient aux paragracommet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale: 30

Infractions

(2) L'alinéa 73(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) contrevient à l'article 25, aux paragraphes 27(1) ou (2) ou à l'article 69.2;
- (3) L'alinéa 73(2)d) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :
 - d) sciemment, fait au Conseil, au ministre, à la personne désignée au titre de l'article 70 ou à l'inspecteur visé à l'alinéa 69.3(1)h) ou à l'article 71 une présentation 40 erronée de faits importants ou omet de lui mentionner l'un de ceux-ci.

(4) Section 73 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

Injunctions

(7) If a court of competent jurisdiction is satisfied, on application by the Minister, that a contravention of section 69.2 is being or is likely to be committed, the court may grant an injunction, subject to any conditions that the court considers appropriate, ordering any person to cease or refrain from any activity related to that offence. 10

Federal Court

(8) For the purposes of subsection (7), the Federal Court is a court of competent jurisdiction.

10. The Act is amended by adding the following after section 74:

Forfeiture

Forfeiture of telecommunications apparatus

74.1 (1) In the case of a conviction for an offence arising out of a contravention of subsection 69.2(1) or (2), any telecommunications apparatus in relation to which or by means of which the offence was committed 20 may be forfeited to Her Majesty in right of Canada by order of the Minister for the disposition, subject to subsections (2) to (6), that the Minister may direct.

Notice of forfeiture

(2) If apparatus is ordered to be forfeited 25 under subsection (1), the Minister shall cause a notice of the forfeiture to be published in the Canada Gazette.

Application by person claiming interest

(3) Any person, other than a party to the proceedings that resulted in a forfeiture under 30 procédure ayant mené à la confiscation, subsection (1), who claims an interest in the apparatus as owner, mortgagee, hypothecary creditor, holder of a prior claim, lien holder or holder of any like right or interest may, within ninety days after the making of the order of 35 forfeiture, apply to any superior court of competent jurisdiction for an order under subsection (6), in which case the court shall fix a day for the hearing of the application.

Notice

(4) The court may find the application 40 abandoned if the applicant does not, at least thirty days before the day fixed for the hearing of the application, serve a notice of the

(4) L'article 73 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(7) S'il est convaincu qu'une contravention à l'article 69.2 se commet ou est sur le point 5 d'être commise, le tribunal compétent peut, sur demande du ministre, accorder une injonction, assortie des conditions qu'il juge indiquées, ordonnant à quiconque de cesser toute activité liée à l'infraction ou de s'en abstenir. 10

Injonctions

(8) La Cour fédérale est, pour l'application du paragraphe (7), un tribunal compétent.

Cour fédérale

10. La même loi est modifiée par adjonc-15 tion, après l'article 74, de ce qui suit :

Confiscation

74.1 (1) En cas de déclaration de culpabilité 15 Confiscation pour une contravention aux paragraphes 69.2(1) ou (2), le ministre peut, par arrêté, ordonner la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada de l'appareil de télécommunication en cause pour qu'il en soit 20 disposé, sous réserve des paragraphes (2) à (6), suivant ses instructions.

(2) Le cas échéant, il fait publier un avis de la confiscation dans la Gazette du Canada.

Avis

(3) Quiconque, n'étant pas partie à la 25 Requête revendique un droit sur l'appareil à titre de propriétaire, de créancier hypothécaire, de détenteur de privilège ou de priorité ou d'un droit semblable peut, dans les quatre-vingt-30 dix jours suivant la prise de l'arrêté, requérir de tout tribunal supérieur compétent l'ordonnance visée au paragraphe (6); le cas échéant, le tribunal fixe la date d'audition de la requête.

(4) Le requérant donne avis de la requête et 35 Avis de la date fixée pour l'audition, au moins trente jours avant celle-ci, au ministre et à toute personne qui, à sa connaissance, revenapplication and of the hearing on the Minister and on all other persons claiming an interest in the apparatus that is the subject-matter of the application as owner, mortgagee, hypothecary creditor, holder of a prior claim, lien holder or 5 holder of any like right or interest of whom the applicant has knowledge.

Notice of intervention

(5) Every person, other than the Minister, who is served with a notice under subsection (4) must, in order to appear at the hearing of 10 the application, file an appropriate notice of intervention in the record of the court and serve a copy of that notice on the Minister and on the applicant at least ten days before the day fixed for the hearing or any shorter period 15 that the court may allow.

Order declaring nature and extent of interests

- (6) An applicant or intervener is entitled to an order declaring that their interest is not affected by the forfeiture and declaring the nature and extent of their interest and the 20 priority of their interest in relation to other interests recognized under this subsection, and the court may, in addition, order that the apparatus to which the interests relate be delivered to one or more of the persons found 25 to have an interest in the apparatus, or that an amount equal to the value of each of the interests so declared be paid to the persons found to have those interests, if, on the hearing of an application under this section, the court 30 is satisfied that the applicant or intervener
 - (a) is innocent of any complicity and collusion in any conduct that caused the apparatus to be subject to forfeiture; and
 - (b) in the case of owners, exercised all 35 reasonable care in respect of the persons permitted to obtain possession and use of the apparatus to satisfy themselves that it was not likely to be used in the commission of an offence arising out of a contravention 40 of section 69.2.

Liability for costs

(7) Any persons convicted in respect of the forfeited apparatus are jointly and severally or solidarily liable for all the costs of inspection, seizure, forfeiture or disposition incurred by 45 Her Majesty that exceed any proceeds of the disposition of the apparatus that has been forfeited to Her Majesty under this section.

dique un droit sur l'appareil à l'un des titres énumérés au paragraphe (3). À défaut de cet avis, le tribunal peut conclure à l'abandon de la requête.

(5) À l'exception du ministre, la personne qui reçoit signification d'un tel avis et désire comparaître lors de l'audition de la requête dépose au greffe du tribunal, au moins dix jours avant la date fixée pour l'audition ou dans le délai plus court fixé par le tribunal, un 10 avis d'intervention dont elle fait transmettre copie au ministre et au requérant.

d'intervention

(6) Le requérant et les intervenants sont fondés à obtenir une ordonnance préservant leurs droits des effets de la confiscation et 15 déclarant la nature, l'étendue et le rang de ces droits, lorsque le tribunal est convaincu, à l'issue de l'audition, de ce qui suit :

Ordonnance

- a) le requérant et les intervenants ne sont coupables ni de complicité ni de collusion 20
 à l'égard des actes qui ont rendu l'appareil de télécommunication susceptible de confiscation;
- b) celles de ces personnes qui en sont propriétaires ont exercé toute la diligence 25 voulue pour s'assurer que les personnes ayant droit à la possession et à l'exploitation de l'appareil ne risquaient pas en cette qualité de perpétrer l'une des infractions créées par l'article 69.2.

Le tribunal peut, dans ce cas, ordonner soit la remise de l'appareil en cause à l'une ou plusieurs des personnes dont il constate les droits, soit le versement à celles-ci d'une somme égale à la valeur de leurs droits respectifs.

(7) Les personnes déclarées coupables à l'égard des objets confisqués au titre du présent article sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables des frais — liés à la visite, à la saisie, à la40 confiscation ou à l'aliénation — supportés

Frais

		par Sa Majesté lorsqu'ils en excèdent le produit de l'aliénation.	
1987, c. 12; R.S., c. 9 (3rd Supp); 1991, c. 11; 1993, c. 38; 1994, c. 24; 1995, cc. 1, 5	TELEGLOBE CANADA REORGANIZATION AND DIVESTITURE ACT	LOI SUR LA RÉORGANISATION ET L'ALIÉNATION DE TÉLÉGLOBE CANADA	1987, ch. 12; L.R., ch. 9 (3e suppl.); 1991, ch. 11; 1993, ch. 38; 1994, ch. 24; 1995, ch. 1, 5
	11. The definition "designated telecom-	11. La définition de « entreprise désignée	
	munications common carrier" in subsection 2(1) of the <i>Teleglobe Canada Reorga</i> -	d'exploitation de télécommunications », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la réorganisa-</i> 5	
	nization and Divestiture Act is repealed.	tion et l'aliénation de Téléglobe Canada, est abrogée.	
	12. Section 5 of the Act is repealed.	12. L'article 5 de la même loi est abrogé.	
	13. Section 6 of the Act is repealed.	13. L'article 6 de la même loi est abrogé.	
	14. Section 7 of the Act is repealed.	14. L'article 7 de la même loi est abrogé. 10	
1995, c. 5, par. 25(1)(z.4)	15. Section 8 of the Act is repealed.	15. L'article 8 de la même loi est abrogé.	1995, ch. 5, al. 25(1)z.4)
	16. Section 10 of the Act is repealed.	16. L'article 10 de la même loi est abrogé.	
	17. Section 12 of the Act is repealed.	17. L'article 12 de la même loi est abrogé.	
	18. Section 13 of the Act is repealed.	18. L'article 13 de la même loi est abrogé.	
1993, c. 38, s. 118	19. Section 17 of the Act is repealed.	19. L'article 17 de la même loi est abrogé. 15	1993, ch. 38, art. 118
1995, c. 1, par. 62(1)(<i>v</i>)	20. Section 18 of the Act is repealed.	20. L'article 18 de la même loi est abrogé.	1995, ch. 1, al. 62(1)v)
1993, c. 38, s. 119	21. Section 24 of the Act is repealed.	21. L'article 24 de la même loi est abrogé.	1993, ch. 38, art. 119
	22. Section 33 of the Act is replaced by the 15 following:	22. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Deemed approval	33. An agreement or arrangement referred	33. Un accord ou une entente visé à l'article 20	Accords et restrictions
	to in section 29 of the <i>Telecommunications Act</i> or a limitation of liability referred to in section	29 de la <i>Loi sur les télécommunications</i> conclu par la nouvelle société, ou qui s'applique à son	de responsabilité
	31 of that Act that was entered into or 20	1-	•
	imposed, respectively, by the new corpora-	fixée pour elle aux termes de l'article 31 de	

- tion, or to which the new corporation is an assignee or a successor on the coming into force of this section, and that is in effect on the coming into force of this section, is deemed to 25 fait l'objet de l'approbation prévue aux artihave been approved under section 29 or 31 of that Act.
- 23. Schedules I and II to the Act are repealed.
- 23. Les annexes I et II de la même loi sont 30 abrogées.

cette loi, ou qui, à la date d'entrée en vigueur 25

du présent article, s'applique à son profit, qui

sont en vigueur à cette date sont censés avoir

cles 29 ou 31 de cette loi, selon le cas.

force

Coming into

5

COMING INTO FORCE

24. This Act or any of its provisions, or any provision of any Act as enacted or amended by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

24. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou des dispositions de toute loi édictée ou modifiée par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

EXPLANATORY NOTES

Telecommunications Act

Clause 1: New.

Clause 2: New.

Clause 3: New.

Clause 4: Subsection 19(1) reads as follows:

19. (1) The Minister may, on application, issue an international submarine cable licence to a corporation that is eligible under the regulations to hold the licence.

Clause 5: The relevant portion of subsection 22(2) reads as follows:

(2) The Governor in Council may, in relation to international submarine cable licences, make regulations

. .

(c) prescribing classes of international submarine cable licences and determining the corporations eligible to hold licences of any particular class;

Clause 6: New.

Clause 7: New. The relevant portion of subsection 67(1) reads as follows:

67. (1) The Commission may make regulations

Clause 8: New.

Clause 9: (1) The relevant portion of subsection 73(1) reads as follows:

- **73.** (1) Every person who contravenes section 16 or 17 is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable
- (2) and (3) The relevant portion of subsection 73(2) reads as follows:
 - (2) Every person who
 - (a) contravenes section 25 or subsection 27(1) or (2),

. . .

(d) knowingly makes a material misrepresentation of fact or omits to state a material fact to the Minister, the Commission, a person appointed under section 70 or an inspector appointed under section 71

is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable, in the case of an individual, to a fine not exceeding ten thousand dollars for a first offence or twenty-five thousand dollars for a subsequent offence, and in the case of a corporation, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars for a first offence or two hundred and fifty thousand dollars for a subsequent offence.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur les télécommunications

Article 1. — Nouveau.

Article 2. — Nouveau.

Article 3. — Nouveau.

Article 4. — Texte du paragraphe 19(1):

19. (1) Le ministre peut attribuer une licence de câble sous-marin international à toute personne morale admissible en vertu des règlements

Article 5. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 22(2) :

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement relatif aux licences de câble sous-marin international :

. . .

c) établir les catégories de licences de câble sous-marin international et déterminer les personnes morales admissibles à être titulaires de telles licences;

Article 6. — Nouveau.

Article 7.— Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 67(1):

67. (1) Le Conseil peut, par règlement :

Article 8. — Nouveau.

Article 9, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 73(1):

73. (1) Quiconque contrevient aux articles 16 ou 17 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale :

(2) et (3). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 73(2):

(2) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale soit de dix mille dollars, ou de vingt-cinq mille dollars en cas de récidive, s'il s'agit d'une personne physique, soit de cent mille dollars, ou de deux cent cinquante mille dollars en cas de récidive, s'il s'agit d'une personne morale, quiconque :

a) contrevient à l'article 25 ou aux paragraphes 27(1) ou (2);

. . .

d) sciemment, fait au Conseil, au ministre, à la personne designée au titre de l'article 70 ou à l'inspecteur visé à l'article 71 une présentation erronée de faits importants ou omet de lui mentionner l'un de ceux-ci.

(4) New.

Clause 10: New.

Teleglobe Canada Reorganization and Divestiture Act

Clause 11: The definition "designated telecommunications common carrier" in subsection 2(1) reads as follows:

"designated telecommunications common carrier" means a telecommunications common carrier named in Schedule I:

Clause 12: Section 5 reads as follows:

- 5. (1) The articles of incorporation of the new corporation shall contain
 - (a) provisions imposing constraints on the issue, transfer and ownership, including joint ownership, of voting shares of the new corporation to prevent designated telecommunications common carriers, together with the associates thereof, from holding, beneficially owning or controlling, directly or indirectly, otherwise than by way of security only, in the aggregate,
 - (i) subject to subparagraph (ii), voting shares to which are attached more than forty per cent of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the new corporation, and
 - (ii) on and after sixty days after the day on which voting shares of the new corporation are first distributed to the public, voting shares to which are attached more than thirty-three and one-third per cent of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the new corporation;
 - (b) provisions imposing constraints on the issue, transfer and ownership, including joint ownership, of voting shares of the new corporation to prevent non-residents, including any designated common carrier that is a non-resident, from holding, beneficially owning or controlling, directly or indirectly, otherwise than by way of security only, in the aggregate voting shares to which are attached more than twenty per cent of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the new corporation;

(c) provisions

- (i) permitting designated telecommunications common carriers and their associates, in lieu of casting votes on any resolution electing directors of the new corporation, to appoint that proportion of the total number of directors that the total number of votes that all such carriers and associates may ordinarily cast to elect directors is of the total number of votes that may ordinarily be cast to elect directors, and
- (ii) restricting the total number of directors that may be elected by designated telecommunications common carriers and their associates or appointed under the provisions included in the articles pursuant to subparagraph (i) to prevent control of the new corporation by designated telecommunications common carriers and their associates, such number in any case not to exceed one third of the total number of directors;
- (d) provisions respecting the exercise of voting rights attached to voting shares of the new corporation to prevent control of the new corporation by designated telecommunications common carriers and their associates and by non-residents; and
- (e) provisions respecting the enforcement of the constraints imposed pursuant to this subsection or by subsection (2).

(4). — Nouveau.

Article 10. — Nouveau.

Loi sur la réorganisation et l'aliénation de Téléglobe Canada

Article 11. — Texte de la définition de « entreprise désignée d'exploitation de télécommunications » au paragraphe 2(1) :

« entreprise désignée d'exploitation de télécommunications » L'une ou l'autre des entreprises figurant à l'annexe I.

Article 12. — Texte de l'article 5 :

- **5.** (1) Les statuts constitutifs de la nouvelle société comportent obligatoirement :
 - a) des dispositions imposant des restrictions sur l'émission, le transfert et la propriété, ou copropriété, des actions avec droit de vote de la nouvelle société afin d'empêcher des entreprises désignées d'exploitation de télécommunications et les personnes qui sont liées à elles d'être les détenteurs ou les véritables propriétaires ou d'avoir le contrôle, dans l'ensemble et directement ou indirectement, sauf par le moyen d'une garantie seulement, d'actions avec droit de vote conférant plus de quarante pour cent des droits de vote qui peuvent habituellement être exercés pour l'élection des administrateurs ou, à compter du soixantième jour suivant la première souscription publique d'actions avec droit de vote, plus de trente-trois et un tiers pour cent de ces droits de vote;
 - b) des dispositions imposant des restrictions sur l'émission, le transfert et la propriété, ou copropriété, des actions avec droit de vote de la nouvelle société afin d'empêcher des non-résidents, y compris des entreprises désignées d'exploitation de télécommunications ayant qualité de non-résidentes, d'être les détenteurs ou les véritables propriétaires ou d'avoir le contrôle, dans l'ensemble et directement ou indirectement, sauf par le moyen d'une garantie seulement, d'actions avec droit de vote conférant plus de vingt pour cent des droits de vote qui peuvent habituellement être exercés pour l'élection des administrateurs;

c) des dispositions :

- (i) autorisant les entreprises désignées d'exploitation de télécommunications et les personnes liées à elles à nommer, en remplacement de l'exercice de leur droit de vote sur la résolution relative à une élection des administrateurs, un nombre d'administrateurs correspondant à la proportion que représente le nombre total des droits de vote que peuvent exercer toutes ces entreprises et les personnes liées à elles par rapport au nombre total des droits de vote qui peuvent habituellement être exercés pour l'élection,
- (ii) limitant le nombre de ces nominations ou le nombre des administrateurs que peuvent élire les entreprises désignées d'exploitation de télécommunications et les personnes liées à elles de façon à empêcher ces entreprises et ces personnes d'avoir le contrôle de la nouvelle société, le nombre ne pouvant, en tout état de cause, dépasser le tiers du nombre total des administrateurs:
- d) des dispositions relatives à l'exercice du droit de vote et destinées à empêcher que la nouvelle société ne soit contrôlée par des entreprises désignées d'exploitation de télécommunications et des personnes liées à elles, ou par des non-résidents;
- e) des dispositions visant à faire respecter les restrictions prévues au présent paragraphe ou au paragraphe (2).

- (2) Notwithstanding the provisions included in the articles of incorporation of the new corporation in compliance with subsection (1),
 - (a) no non-resident that is a telecommunications common carrier, and
 - (b) no associate of such a non-resident,

other than a designated telecommunications common carrier, shall hold, beneficially own or control, solely or jointly, directly or indirectly, any voting share of the new corporation otherwise than by way of security only.

- (3) Without limiting the generality of paragraph (1)(e), the provisions referred to therein may provide for the filing of declarations, the suspension of voting rights, the forfeiture of dividends or the refusal of the issue or registration of voting shares.
- (4) Where it appears from the central securities register of the new corporation that a subscriber for or a transferee of voting shares of the new corporation would, on acquiring the shares, hold, beneficially own or control shares to which are attached not more than the lesser of two one-hundredths of one per cent of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the new corporation and two thousand such votes, the directors are entitled to assume that the subscriber or transferee is not and will not be an associate of anyone else and, unless the address to be recorded in the register for the subscriber or transferee is a place outside Canada, that the shares will not be held, beneficially owned or controlled in contravention of the articles of incorporation of the new corporation.
- (5) For the purpose of this section, a person is an associate of another person if
 - (a) one is a corporation of which the other is an officer or director;
 - (b) one is a corporation that is controlled by the other or by a group of persons of which the other is a member;
 - (c) one is a partnership of which the other is a trustee;
 - (d) one is a trust of which the other is a trustee;
 - (e) both are corporations controlled by the same person;
 - (f) both are members of a voting trust that relates to voting shares of the new corporation; or
 - (g) both are at the same time associates within the meaning of any of paragraphs (a) to (f) of the same person.
 - (6) Notwithstanding subsection (5), for the purposes of this section,
 - (a) where a resident who, but for this paragraph, would be an associate of a designated common carrier or a non-resident submits to the new corporation a statutory declaration stating that no voting shares of the new corporation held or to be held by the resident are or will be, to the resident's knowledge, held in the right of, or for the use or benefit of, the resident or in the right of, for the use or the benefit of, or under control of, any designated telecommunications common carrier or non-resident of which, but for this paragraph, the resident would be an associate, that resident and that designated telecommunications common carrier or non-resident, as the case may be, are not associates so long as the voting shares held by the resident are not held contrary to the statements made in the declaration:
 - (b) two corporations are not associates pursuant to paragraph (5)(g) by reason only that under paragraph (5)(a) each is an associate of the same individual; and

- (2) Malgré toute disposition des statuts prévue au paragraphe (1), il est interdit aux entreprises d'exploitation de télécommunications ayant qualité de non-résidentes et aux personnes liées à elles, sauf s'il s'agit d'entreprises désignées d'exploitation de télécommunications, d'être les détenteurs ou les véritables propriétaires ou d'avoir le contrôle, directement ou indirectement, sauf par le moyen d'une garantie seulement, d'actions avec droit de vote de la nouvelle société.
- (3) Sans que soit limitée la portée générale de l'alinéa (1)e), les dispositions qui y sont visées peuvent prévoir la production de déclarations, la suspension du droit de vote, la confiscation de dividendes ou le refus d'émission ou d'enregistrement d'actions avec droit de vote.
- (4) Lorsque, d'après le registre central des valeurs mobilières de la nouvelle société, il ressort qu'un souscripteur ou un cessionnaire d'actions avec droit de vote serait le détenteur ou le véritable propriétaire ou aurait le contrôle, à la suite de l'acquisition des actions, d'actions conférant au plus deux centièmes pour cent pour un maximum de deux mille des droits de votes qui peuvent habituellement être exercés pour l'élection des administrateurs, les administrateurs sont justifiés de présumer que le souscripteur ou cessionnaire n'est ni ne sera lié à nul autre et, sauf cas où l'adresse du souscripteur ou cessionnaire à inscrire dans le registre est un lieu situé hors du Canada, que la détention, la propriété effective ou le contrôle des actions ne sera pas contraire aux statuts de la nouvelle société.
- (5) Pour l'application du présent article, une personne est liée à une autre personne dans chacun des cas suivants :
 - a) l'une est une société dont l'autre est un dirigeant ou administrateur:
 - b) l'une est une société contrôlée par l'autre ou par un groupement dont cette autre fait partie;
 - c) l'une est une société de personnes dont l'autre est un associé;
 - d) l'une est une fiducie dont l'autre est un fiduciaire;
 - e) les deux sont des sociétés contrôlées par la même personne;
 - f) les deux sont membres d'une convention fiduciaire de vote relative aux actions avec droit de vote de la nouvelle société;
 - g) les deux sont au même moment liées, au sens des alinéas a) à f), à la même personne.
- (6) Par dérogation au paragraphe (5), les règles suivantes s'appliquent dans le cadre du présent article :
 - a) lorsqu'un résident qui, sans le présent alinéa, serait lié à une entreprise désignée d'exploitation de télécommunications ou à un non-résident présente à la nouvelle société une déclaration solennelle énonçant qu'aucune des actions avec droit de vote de celle-ci qu'il détient ou détiendra n'est détenue, ou ne le sera, à sa connaissance, soit de son chef, pour son usage ou à son profit, soit du chef, pour l'usage, au profit ou sous le contrôle d'une entreprise désignée d'exploitation de télécommunications ou d'un non-résident avec qui, sans le présent alinéa, il serait lié, ce résident et cette entreprise ou ce non-résident, selon le cas, ne sont pas liés tant que les actions avec droit de vote détenues par le résident ne le sont pas en contravention des énoncés de la déclaration;
 - b) deux sociétés ne sont pas liées au sens de l'alinéa (5)g) du seul fait que, en application de l'alinéa (5)a), chacune est liée à la même personne physique;

- (c) where it appears from the central securities register of the new corporation that any person holds, beneficially owns or controls voting shares to which are attached not more than the lesser of two one-hundredths of one per cent of the votes that may ordinarily be cast to elect directors of the new corporation and two thousand such votes, that person is not an associate of anyone else and no one else is an associate of that person.
- (7) In this section,
- "corporation" includes a body corporate, partnership or unincorporated organization;
- "non-resident" means
 - (a) an individual, other than a Canadian citizen, who is not ordinarily resident in Canada,
 - (b) a corporation incorporated, formed or otherwise organized outside Canada.
 - (c) a foreign government or an agency thereof,
 - (d) a corporation that is controlled by non-residents as defined in any of paragraphs (a) to (c),
 - (e) a trust
 - (i) established by a non-resident as defined in any of paragraphs (b) to (d), other than a trust for the administration of a pension fund for the benefit of individuals a majority of whom are residents, or
 - (ii) in which non-residents as defined in any of paragraphs (a) to (d) have more than fifty per cent of the beneficial interest, or
 - (f) a corporation that is controlled by a trust described in paragraph (e);
- "resident" means an individual, corporation, government or agency thereof or trust that is not a non-resident.

Clause 13: Section 6 reads as follows:

- 6. The new corporation and its shareholders and directors
- (a) shall not, without prior approval of the Governor in Council,
 - (i) amend any provisions included in its articles of incorporation in compliance with section 5, or
 - (ii) apply for continuance of the new corporation in another jurisdiction; and
- (b) shall not make any articles or by-laws inconsistent with the provisions referred to in subparagraph (a)(i) or with subsection 5(2).

Clause 14: Section 7 reads as follows:

- **7.** (1) The new corporation shall provide public telecommunication services between Canada and places outside Canada and in connection therewith
 - (a) shall coordinate telecommunication services between Canada and places outside Canada with the telecommunication services of other countries; and
 - (b) shall, so far as practicable and reasonable,
 - (i) make use of developments in cable and radio transmission or reception for public telecommunication services between Canada and places outside Canada, and
 - (ii) conduct research and development for the purpose of improving telecommunication services.

- c) lorsque le registre central des valeurs mobilières de la nouvelle société indique qu'une personne est le détenteur ou le véritable propriétaire ou a le contrôle d'actions avec droit de vote conférant au plus deux centièmes pour cent pour un maximum de deux mille des droits de vote qui peuvent habituellement être exercés pour l'élection des administrateurs, cette personne n'est liée à nul autre et nul autre r'est lié à elle.
- (7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« non-résident » Selon le cas :

- a) particulier, sauf un citoyen canadien, qui ne réside pas habituellement au Canada;
- b) société constituée, formée ou autrement organisée ailleurs qu'au Canada;
- c) gouvernement étranger ou mandataire de celui-ci;
- d) société contrôlée par des non-résidents au sens des alinéas a) à c);
- e) fiducie, selon le cas :
 - (i) établie par un non-résident au sens des alinéas b) à d), autre qu'une fiducie chargée de l'administration d'un fonds de pension au profit de particuliers en majorité résidents,
 - (ii) dont plus de cinquante pour cent de la propriété effective est contrôlée par des non-résidents au sens des alinéas a) à d);
- f) société contrôlée par une fiducie visée à l'alinéa e).
- « résident » Particulier, société, gouvernement, mandataire de celui-ci ou fiducie autre qu'un non-résident.
- « société » Sont compris parmi les sociétés les personnes morales, les sociétés de personnes et les organismes non constitués.

Article 13. — Texte de l'article 6:

- **6.** II est interdit à la nouvelle société et à ses actionnaires et administrateurs :
 - *a*) de prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes sans l'autorisation préalable du gouverneur en conseil :
 - (i) modifier les dispositions des statuts conformes à l'article 5,
 - (ii) demander la prorogation de la société sous le régime d'une autre autorité législative;
 - b) d'adopter des statuts ou règlements incompatibles avec les dispositions mentionnées au sous-alinéa a)(i) ou avec le paragraphe 5(2).

Article 14. — Texte de l'article 7:

- **7.** (1) La nouvelle société est tenue de fournir des services publics de télécommunications entre le Canada et l'étranger et, dans ce cadre :
 - a) de coordonner les services de télécommunications entre le Canada et l'étranger avec ceux d'autres pays;
 - b) dans la mesure du possible et du raisonnable :
 - (i) de mettre en oeuvre les progrès réalisés dans la transmission ou la réception par câble et radio au profit des services de télécommunications entre le Canada et l'étranger,
 - (ii) de se livrer à des activités de recherche et développement en vue d'améliorer les services de télécommunications.

(2) Nothing in this section shall be construed as limiting the capacity, rights, powers and privileges of the new corporation or as imposing a restriction on the businesses that it may carry on.

Clause 15: Section 8 reads as follows:

- **8.** (1) The new corporation shall be designated as the new signatory for Canada to the International Maritime Satellite Organization (INMARSAT) and the International Telecommunications Satellite Organization (INTELSAT) and shall be appointed as the representative of Canada to the Commonwealth Telecommunications Council of the Commonwealth Telecommunications Organisation, but such designation and appointment does not prevent the designation or appointment of another person as a new signatory or representative in substitution for the new corporation.
- (2) The new corporation shall, on request, apprise the Minister of Communications and the Minister of Foreign Affairs of any of its negotiations with a foreign government or body, or an international organization, respecting telecommunications facilities, operations or services

Clause 16: Section 10 reads as follows:

10. No act relating to the solvency or winding-up of a corporation applies to the new corporation and in no case shall the new corporation be wound up or amalgamated unless Parliament so provides.

Clause 17: Section 12 reads as follows:

12. No officer of the new corporation may be appointed or continue as director or officer of a designated telecommunications common carrier or an affiliate of a designated telecommunications common carrier, other than an affiliate that is wholly-owned by the new corporation and one or more designated telecommunications common carriers

Clause 18: Section 13 reads as follows:

- **13.** (1) No person shall acquire control of the new corporation without the prior approval of the Commission.
- (2) Except in the ordinary course of the business of the new corporation, the new corporation shall not sell, lease, loan or otherwise dispose of any facilities of the new corporation that are integral and necessary for the carrying on of telecommunications activities without the prior approval of the Commission.
- (3) In deciding whether to approve a proposed transaction under this section, the Commission shall decide whether, in its opinion, the transaction is in the public interest.
- (4) An approval under this section may be specific or general and may be granted on such terms and conditions as the Commission deems expedient.
- (5) This section does not apply in respect of any issue of shares under subsection 4(3) or any sale or other disposal of shares under section 19.

Clause 19: Section 17 reads as follows:

17. Notwithstanding the *Telecommunications Act*, an agreement or arrangement between the new corporation and any foreign telecommunications carrier or foreign communications carrier or foreign communications administration respecting international telecommunications facilities, operations or services is not subject to the approval of Commission and comes into force in accordance with its terms, but shall be filed with the Commission if the Commission so requires.

(2) Le présent article n'a pas pour effet de restreindre la capacité, les droits et les pouvoirs de la nouvelle société ni d'imposer quelque restriction quant aux activités commerciales qu'elle peut exercer.

Article 15. — Texte de l'article 8 :

- 8. (1) La nouvelle société doit être désignée comme le nouveau signataire du Canada auprès de l'Organisation internationale des télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) et de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT), et doit être nommée à titre de représentant du pays auprès du Commonwealth Telecommunications Council de la Commonwealth Telecommunications Organisation; le présent paragraphe n'a toutefois pas pour effet d'empêcher la désignation d'un nouveau signataire ou la nomination d'un nouveau représentant à la place de la nouvelle société.
- (2) Sur demande, la nouvelle société informe le ministre des Communications et le ministre des Affaires étrangères de ses négociations avec un État ou un organisme étrangers ou une organisation internationale en matière d'installations, d'exploitation ou de services de télécommunications

Article 16. — Texte de l'article 10 :

10. Les lois relatives à la solvabilité ou à la liquidation des personnes morales ne s'appliquent pas à la nouvelle société, le Parlement ayant seul le pouvoir d'ordonner sa liquidation ou fusion.

Article 17. — Texte de l'article 12 :

12. Aucun dirigeant de la nouvelle société ne peut être nommé administrateur ou dirigeant d'une entreprise désignée d'exploitation de télécommunications ou d'une entreprise du même groupe, sauf si celle-ci est une filiale à cent pour cent de la nouvelle société et d'une ou plusieurs entreprises désignées d'exploitation de télécommunications, ni continuer d'occuper l'un ou l'autre de ces postes.

Article 18. — Texte de l'article 13:

- 13. (1) II est interdit d'acquérir le contrôle de la nouvelle société sans l'autorisation préalable du Conseil.
- (2) Il est interdit à la nouvelle société, sauf dans le cadre de son activité commerciale normale, de céder, notamment par vente, location ou prêt, les installations qui sont essentielles à des activités de télécommunications, sans l'autorisation préalable du Conseil.
- (3) Pour se prononcer sur l'autorisation demandée aux termes du présent article, le Conseil doit décider si, à son avis, l'opération sert l'intérêt public.
- (4) L'autorisation du Conseil, accordée dans le cadre du présent article, peut être générale ou spéciale et assortie des conditions que celui-ci juge utiles.
- (5) Le présent article ne s'applique ni à l'émission d'actions prévue au paragraphe 4(3) ni à la cession, notamment par vente, d'actions aux termes de l'article 19.

Article 19. — Texte de l'article 17:

17. Par dérogation à la Loi sur les télécommunications, les marchés et arrangements conclus entre la nouvelle société et un exploitant de télécommunications étranger ou une autorité étrangère en matière de télécommunications et relatifs aux installations, exploitations ou services de télécommunications internationaux doivent être soumis au Conseil si celui-ci l'exige; ils ne sont toutefois pas assujettis à son approbation et prennent effet conformément à leur dispositif.

Clause 20: Section 18 reads as follows:

- **18.** (1) The Governor in Council may give a directive to the new corporation with respect to any matter relating to the national security, the foreign policy or the international telecommunications policy of Canada.
- (2) Before a directive is given to the new corporation, the Minister of Industry may consult the board of directors of the new corporation with respect to the proposed directive.
- (3) The directors of the new corporation shall ensure that every directive given to the new corporation is implemented in a prompt and efficient manner and shall forthwith notify the Minister of Industry when the directive is implemented.
- (4) The Governor in Council may compensate the new corporation in respect of the implementation of a directive with such moneys as are appropriated by Parliament for the purpose.
- (5) Complaince by the new corporation with a directive is deemed to be in the best interests of the new corporation.
- (6) The Commission shall allow for regulatory purposes any reasonable costs incurred by the new corporation in implementing a directive to the extent that the costs exceed any compensation paid to the new corporation under this section.
- (7) The Minister of Industry shall cause a copy of every directive given to the new corporation to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the directive is given, unless the Governor in Council is of the opinion that to do so would be against the interests of national security or foreign relations or the commercial interests of any person.

Clause 21: Section 24 reads as follows:

- 24. The Governor in Council may, by order,
- (a) delete from Schedule I the name of any telecommunications common carrier that has been changed and substitute the new name therefor:
- (a.1) add to Schedule I the name of any telecommunications common carrier that carries on, in whole or in part, the same business as a carrier whose name appears in that Schedule; and
- (b) delete from Schedule I the name of any former telecommunications common carrier that has been dissolved or has otherwise ceased to be a telecommunications common carrier

Clause 22: Section 33 reads as follows:

33. The Acts set out in column I of Schedule II are amended in the manner and to the extent indicated in column II of that Schedule.

Article 20. — Texte de l'article 18:

- **18.** (1) Le gouverneur en conseil peut donner des instructions à la nouvelle société sur toute question relative à la sécurité nationale du Canada, à sa politique étrangère ou à sa politique en matière de télécommunications internationales.
- (2) Avant que ne soient données ces instructions, le ministre de l'Industrie peut consulter le conseil d'administration de la nouvelle société sur leur teneur.
- (3) Les administrateurs de la nouvelle société veillent à la rapidité et à l'efficacité de la mise en oeuvre des instructions et avisent le ministre de l'Industrie dès que celles-ci ont été mises en oeuvre.
- (4) Le gouverneur en conseil peut, sur les crédits affectés à cette fin par le Parlement, verser une indemnité à la nouvelle société relativement à la mise en oeuvre des instructions.
- (5) En observant les instructions qu'elle reçoit, la nouvelle société est présumée agir au mieux de ses intérêts.
- (6) Le Conseil doit considérer comme permises aux fins de la réglementation les dépenses raisonnables entraînées pour la nouvelle société par la mise en oeuvre des instructions, dans la mesure où le montant de ces dépenses dépasse celui de l'indemnité versée en application du présent article.
- (7) Le ministre de l'Industrie fait déposer le texte des instructions devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant la date des instructions, sauf si le gouverneur en conseil estime que le dépôt serait préjudiciable à la sécurité nationale, aux relations étrangères ou aux activités commerciales de quiconque.

Article 21. — Texte de l'article 24:

- 24. Le gouverneur en conseil peut, par décret :
- a) remplacer à l'annexe I, en cas de modification du nom d'une entreprise d'exploitation de télécommunications y figurant, l'ancien nom par le nouveau;
- a.1) ajouter à l'annexe I le nom de toute entreprise d'exploitation de télécommunications qui poursuit, même en partie, les activités d'une entreprise qui y figure déjà;
- b) supprimer de l'annexe I le nom de toute ancienne entreprise d'exploitation de télécommunications qui a été dissoute ou qui, pour une autre raison, a cessé d'être une telle entreprise.

Article 22. — Texte de l'article 33:

33. Les passages des lois mentionnées à l'annexe II sont modifiés de la manière qui y est indiquée.



Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid Port payé **Lettermail Poste-lettre**

8801320 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré—Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition 45 Boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9